



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE  
TD/B/COM.2/64  
4 février 2005  
FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
Commission de l'investissement, de la technologie  
et des questions financières connexes  
Neuvième session  
Genève, 7-11 mars 2005  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE CONCERNANT  
L'INVESTISSEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT**

***Les nouveaux IED en provenance des pays en développement\****

Note du secrétariat de la CNUCED

**Résumé**

L'évolution des caractéristiques géographiques de l'investissement étranger direct (IED) illustre l'importance croissante des pays en développement, en tant que pays de destination et en tant que pays d'origine. En 2004, les pays en développement ont attiré des flux d'IED estimés à 255 milliards de dollars des États-Unis, soit 42 % des flux mondiaux, le stock d'IED des pays en développement dépassant ainsi 2 500 milliards de dollars É.-U. en 2004. Parallèlement, la valeur du stock d'IED en provenance des pays en développement est passée de 129 milliards de dollars en 1990 à 859 milliards en 2003.

L'accroissement de l'IED en provenance du Sud est principalement à mettre au compte d'un certain nombre de pays, notamment d'Asie et, dans une moindre mesure, d'Amérique latine et des Caraïbes. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour affiner les données structurelles, mais il est évident que la croissance de l'IED en provenance du Sud peut avoir d'importantes conséquences. La présente note aborde un certain nombre de questions liées aux incidences de l'IED provenant des pays en développement sur les pays d'origine et les pays d'accueil, en particulier dans un contexte Sud-Sud. Il faudra poursuivre l'analyse pour évaluer correctement les incidences positives et négatives des flux d'IED entre pays du Sud et pour traiter des contraintes et des risques associés à ces flux, comme cela a été proposé à la réunion de haut niveau du Groupe des 77 qui s'est tenue à Doha en décembre 2004. Il faudrait en outre étudier quelles politiques, nationales et internationales, pourraient faciliter les IED Sud-Sud et en promouvoir les bienfaits pour le développement.

\* La soumission tardive du présent document est due...

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Introduction .....	3
I. L'environnement mondial de l'IED .....	4
II. L'IED en provenance des pays en développement .....	5
1. Tendances .....	5
2. Facteurs et déterminants .....	9
3. Effets sur les pays d'accueil et les pays d'origine .....	11
III. Le cas des IED Sud-Sud.....	12
IV. Tendances générales concernant l'IED en provenance des pays en développement.....	18
Conclusion.....	20
Références .....	23

## Introduction

1. Suite à la décision que la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes a adoptée en janvier 2004 à sa huitième session, le secrétariat de la CNUCED a établi la présente note en vue de dégager quelques questions de politique générale pour examen par la Commission à sa neuvième session. Cette note est consacrée à un examen de l'évolution des caractéristiques de l'investissement étranger direct (IED), en particulier du rôle des pays en développement dans les flux mondiaux d'IED. Elle s'inspire en partie des analyses réalisées dans le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2004: La montée en puissance du secteur des services (WIR04)*.

2. Une modification des caractéristiques des flux d'IED s'est produite sous l'effet de l'adaptation des grandes sociétés transnationales à une libéralisation et une déréglementation accrues dans les pays en développement et à un élargissement des débouchés commerciaux dans ces pays. De même, les IED en provenance des pays en développement augmentent, ce qui donne à penser qu'un nombre croissant d'entreprises basées dans ces pays acquièrent les capacités financières et techniques nécessaires pour investir à l'étranger. Ce type d'investissement permet aux entreprises d'avoir accès à des technologies et à des marchés étrangers, d'accroître leur efficacité et de renforcer leurs avantages spécifiques. Récemment, certaines entreprises de pays en développement ont également entrepris des activités de recherche-développement à l'étranger, notamment pour tirer parti de centres de savoir dans le monde entier<sup>1</sup>.

3. L'importance croissante des pays du Sud dans l'économie mondiale a été mise en relief tout récemment à la réunion de haut niveau du Groupe des 77 qui s'est tenue à Doha en décembre 2004 et au cours de laquelle la question de l'investissement a été abordée, l'accent étant mis en particulier sur les flux Sud-Sud. Les participants ont souligné la nécessité de mieux comprendre l'échelle, les possibilités et les perspectives de l'IED en provenance des pays en développement, en particulier dans un contexte Sud-Sud, et de rechercher les moyens d'en limiter les risques et les contraintes, notamment en ce qui concerne les flux à destination des PMA<sup>2</sup>.

4. L'objet de la présente note est d'examiner dans quelle mesure les pays en développement sont une source croissante d'IED et d'analyser les traits spécifiques et les éléments moteurs de cette évolution. Il s'agit en outre d'étudier les conséquences que cela implique pour les pays en développement, ainsi que les approches possibles pour faciliter et maximiser les effets positifs de l'IED sur le développement, en particulier dans un contexte Sud-Sud.

---

<sup>1</sup> Voir «Mondialisation de la R-D par les sociétés transnationales et conséquences pour les pays en développement», note du secrétariat de la CNUCED, Réunion d'experts sur les incidences de l'IED sur le développement, 24-26 janvier 2005, TD/B/COM.2/EM.16/2.

<sup>2</sup> Exposé de M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Ambassadeur et Représentant permanent de l'État du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies, Président du Groupe des 77 à New York, sur les résultats de la réunion de haut niveau du Groupe des 77 tenue à Doha le 6 décembre 2004.

## I. L'environnement mondial de l'IED

5. Après trois années de baisse, les flux mondiaux d'IED ont augmenté de 6 % en 2004, pour atteindre quelque 612 milliards de dollars des États-Unis<sup>3</sup>. Cette augmentation a principalement été liée aux flux d'IED vers les pays en développement et les pays en transition, alors que le recul des IED dans les pays développés se poursuivait. Il en résulte que la part des pays en développement et des pays d'Europe centrale et orientale est passée de 34 % des flux totaux en 2003 à 48 % en 2004.

6. On estime que les entrées d'IED dans les pays développés ont reculé de 16 % en 2004, pour s'établir à 321 milliards de dollars. Ce déclin constant a eu pour cause principale d'importants remboursements de prêts intragroupes dans certains pays d'accueil, notamment l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. L'Espagne et le Luxembourg, grands pays d'accueil en 2003, ont absorbé des flux d'IED de moindre importance l'année dernière. Dans le même temps, les entrées d'IED ont connu un regain aux États-Unis et au Royaume-Uni. Globalement, les flux d'IED devraient augmenter à moyen terme en raison de l'amélioration des principaux paramètres qui déterminent l'investissement – reprise économique de grande ampleur, hausse du marché des actions et opérations de fusion-acquisition.

7. Les flux vers les pays en développement semblent tirer la reprise de l'IED à l'échelle mondiale. Estimés à 255 milliards de dollars en 2004, ils ont augmenté de 48 % par rapport à l'année précédente, atteignant un niveau historique, et ont progressé dans toutes les régions en développement.

8. Partant de très bas, les IED en *Afrique* ont augmenté pour la deuxième année consécutive, pour atteindre 20 milliards de dollars. Cette augmentation a été liée en grande partie à des investissements dans le secteur des ressources naturelles, soutenus par une forte hausse des prix mondiaux des matières premières et par une demande croissante de diamants, d'or, de pétrole, de platine et de palladium. Des pays riches en ressources naturelles comme l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie et le Nigéria devraient donc accueillir davantage d'IED. La Jamahiriya arabe libyenne augmentera considérablement ses entrées d'IED à la suite de la levée des sanctions en 2003. Le niveau élevé des prix des principales matières premières devrait encourager les sociétés transnationales à réaliser de nouveaux projets de prospection dans les pays africains, d'où une hausse durable des niveaux d'IED.

9. Les flux d'IED vers *l'Asie et le Pacifique* ont représenté 166 milliards de dollars environ, soit 55 % de plus qu'en 2003. De meilleurs résultats économiques, un environnement directif plus favorable et une hausse de la rentabilité des entreprises, ainsi qu'une multiplication des opérations de fusion-acquisition dans la région, sont les principaux facteurs de cette hausse. La Chine, l'Inde, la République de Corée, Hong Kong (Chine) et Singapour ont prévu une augmentation des entrées d'IED. Les flux vers la région restent toutefois inégalement répartis au bénéfice d'une poignée de pays. Toutes les sous-régions ont connu une augmentation des flux par rapport à 2003. L'Asie du Nord-Est (principalement en raison des flux vers la Chine et la

---

<sup>3</sup> Les données indiquées dans la présente section sont fondées sur des estimations établies à partir des informations qui étaient disponibles en décembre 2004.

République de Corée) continue d'occuper la première place, suivie par les sous-régions de l'ANASE et de l'Asie du Sud. Les flux vers l'Asie centrale et l'Asie occidentale se sont intensifiés à la suite d'une progression des investissements pétroliers, alors que les flux vers la sous-région du Pacifique n'augmentaient que marginalement.

10. Pour la première fois depuis cinq ans, les IED vers *l'Amérique latine et les Caraïbes* ont augmenté en 2004 (de 37 %), pour atteindre un montant estimatif de 69 milliards de dollars. L'amélioration de la situation économique et de l'environnement politique semble être la cause première de ce rebond. Le Mexique et le Brésil ont représenté la moitié des entrées totales dans la région, le Mexique ayant enregistré une forte reprise de l'IED et les flux vers le Brésil s'amplifiant à nouveau; les flux vers le Chili ont doublé.

11. Après être tombés à 27 milliards de dollars en 2003, les flux d'IED vers les pays d'*Europe centrale et orientale*<sup>4</sup> ont atteint un montant sans précédent de 36 milliards de dollars en 2004. Les huit pays d'Europe centrale et orientale nouvellement membres de l'Union européenne – groupe le plus touché par la baisse d'activité en 2003 – ont connu la plus forte augmentation. Entraînés par la Roumanie et la Bulgarie, les flux vers l'Europe du Sud-Est ont également progressé à un rythme rapide. Des informations préliminaires sur l'IED en Fédération de Russie font état d'un montant record de 10 milliards de dollars.

## II. L'IED en provenance des pays en développement

### 1. Tendances

12. Au cours des 15 dernières années, quelques pays en développement sont devenus des sources importantes d'IED. En valeur absolue, le stock d'IED en provenance des pays en développement est passé de 60 milliards de dollars en 1980 à 129 milliards en 1990, puis à 859 milliards en 2003 (tableau 1)<sup>5</sup>.

13. Si le monde développé représente encore les neuf dixièmes du total mondial des sorties d'IED, les investissements en provenance des pays en développement affichent depuis peu des taux de croissance supérieurs. La part de ces pays, qui s'élevait à 7 % des stocks mondiaux extérieurs d'IED en 1990, a dépassé 10 % en 2003 (900 milliards de dollars) (tableau 1).

---

<sup>4</sup> Dans la présente note, l'expression «Europe centrale et orientale» recouvre les huit pays de cette région qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004. Il s'agit de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la République tchèque, de la Slovaquie et de la Slovénie.

<sup>5</sup> Ces chiffres sont fondés sur des données fournies par les pays d'origine. Si on utilise les informations fournies par les pays d'accueil, la valeur du stock d'IED en provenance des pays en développement est légèrement supérieure (877 milliards de dollars). Dans un cas comme dans l'autre, il est probable que l'IED en provenance des pays en développement soit sous-estimé: dans le premier cas (859 milliards de dollars), il est possible que les stocks d'IED n'aient pas été signalés intégralement par certains centres financiers offshore; et dans le second cas (877 milliards de dollars), il n'est pas possible d'obtenir de ces centres financiers des renseignements sur les sources d'IED.

L'évolution de la part des pays en développement dans les investissements extérieurs doit être replacée dans le contexte des flux massifs qui proviennent des pays développés, en particulier les flux induits par des opérations de fusion-acquisition, qui représentent une part appréciable du volume d'IED. Par ailleurs, si on fait le rapport entre leurs sorties d'IED et leur formation brute de capital fixe, un certain nombre de pays en développement (Singapour, Hong Kong (Chine), province chinoise de Taiwan, Chili ou Malaisie) affichent des ratios plus élevés que certains pays développés (Allemagne, Japon et – sauf pour la Malaisie – États-Unis) (tableau 2).

14. C'est en ce qui concerne l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est que la croissance la plus rapide des investissements à l'étranger a été observée: la part de cette région dans les stocks mondiaux extérieurs d'IED est passée de 2,3 % à 7,4 % entre 1990 et 2003.

**Tableau 1. Stock extérieur d'IED, par région et par grand pays, 1980-2003**  
(en milliards de dollars et en pourcentage)

Région/pays	Valeur				Répartition			
	1990	1995	2000	2003	1990	1995	2000	2003
Pays développés	1 629	2 583	5 164	7 272	92,7	89,1	86,3	88,7
TRIADÉ	1 429	2 236	4 543	6 440	81,3	77,2	75,9	78,6
Union européenne	797	1 298	2 971	4 036	45,3	44,8	49,7	49,2
Japon	201	238	278	335	11,5	8,2	4,7	4,1
États-Unis	431	699	1 293	2 069	24,5	24,1	21,6	25,2
Pays en développement	129	309	793	859	7,3	10,7	13,3	10,5
Afrique	21	33	46	39	1,2	1,1	0,8	0,5
Afrique du Sud	15	23	32	24	0,9	0,8	0,5	0,3
Amérique latine et Caraïbes	59	86	155	184	3,3	3,0	2,6	2,2
Brésil	41	44	52	55	2,3	1,5	0,9	0,7
Îles Caïmanes (Royaume-Uni)	1	2	16	22	..	0,1	0,3	0,3
Chili	..	2	11	14	..	0,1	0,2	0,2
Mexique	1	3	8	14	0,1	0,1	0,1	0,2
Îles Vierges (Royaume-Uni)	..	9	16	27	..	0,3	0,3	0,3
Asie et Pacifique	49	189	592	635	2,8	6,5	9,9	7,8
Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est	41	182	578	607	2,3	6,3	9,7	7,4
Chine	2	16	26	37	0,1	0,5	0,4	0,5
Hong Kong	12	79	388	336	0,7	2,7	6,5	4,1
Inde	..	..	2	5	..	..	..	..

Région/pays	Valeur				Répartition			
	1990	1995	2000	2003	1990	1995	2000	2003
République de Corée	2	10	27	35	0,1	0,4	0,4	0,4
Malaisie	3	11	21	30	0,2	0,4	0,4	0,4
Singapour	8	35	57	91	0,4	1,2	0,9	1,1
Province chinoise de Taiwan	13	25	49	65	0,7	0,9	0,8	0,8
Europe centrale et orientale	1	6	26	66	..	0,2	0,4	0,8
Monde	1 758	2 898	5 983	8 197	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: CNUCED, base de données sur l'IED et les sociétés transnationales ([www.unctad.org/fdi\\_statistics](http://www.unctad.org/fdi_statistics)).

15. L'apparition de sociétés transnationales basées dans des pays en développement est un phénomène déjà relativement ancien (Kumar et McLeod, 1981; Wells, 1983). Les données concernant l'IED montrent que certains pays en développement – par exemple, la Malaisie, la République de Corée et Singapour – ont déjà fait leurs preuves dans ce domaine. D'autres – Afrique du Sud, Chili, Mexique – sont devenus plus récemment des sources d'IED. D'autres encore – par exemple, Brésil<sup>6</sup>, Chine<sup>7</sup>, Inde<sup>8</sup> – n'ont pas dépassé le stade du décollage.

**Tableau 2. Sorties d'IED en pourcentage de la formation brute de capital fixe dans un certain nombre de pays et territoires, 2001-2003<sup>a</sup>**  
(en pourcentage)

Pays	Pourcentage
Singapour	36,3
Hong Kong (Chine)	28,2
Province chinoise de Taiwan	10,5
Chili	7,4
Malaisie	5,3
Inde	1,0

<sup>6</sup> Pour les tendances récentes, voir «Outward FDI from Brazil: Poised to take off?», UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2004/16, 7 décembre 2004, document ronéotypé.

<sup>7</sup> Pour les tendances récentes, voir «La Chine se lance dans l'investissement à l'étranger», UNCTADe-Brief, UNCTAD/PRESS/EB/2003/08, 3 décembre 2003.

<sup>8</sup> Pour les tendances récentes, voir «India's outward FDI: A giant awakening?», UNCTAD/ITE/IIA/2004/7, 20 octobre 2004, document ronéotypé.

Pays	Pourcentage
Chine	0,8
Brésil	0,2
Afrique du Sud	-5,0
<i>Pour mémoire:</i>	
Suède	27,4
France	22,0
Royaume-Uni	19,0
États-Unis	6,6
Allemagne	4,1
Japon	3,2
Grèce	1,8

Source: CNUCED, base de données sur l'IED et les sociétés transnationales ([www.unctad.org/fdistatistics](http://www.unctad.org/fdistatistics)).

<sup>a</sup> Moyenne annuelle.

16. Les IED en provenance des pays en développement sont extrêmement concentrés. En matière de stock extérieur d'IED, quatre des cinq premiers pays en développement sont situés en Asie (Chine, Hong Kong (Chine), Singapour et province chinoise de Taiwan)<sup>9</sup>, le cinquième étant le Brésil. Ces cinq pays représentaient 72 % du stock total d'IED en provenance du Sud en 2002.

17. *L'Asie et le Pacifique* sont de loin la plus importante source régionale d'investissements extérieurs réalisés par des pays en développement. La sous-région de *l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est* représente à elle seule près des trois quarts du total des IED en provenance des pays en développement. Le stock des investissements extérieurs ayant pour origine la région de l'Asie et du Pacifique a été estimé à 607 milliards de dollars en 2003; il représentait 8 % du stock mondial en 2003, contre 2 % en 1985 (tableau 1). La hausse rapide des investissements chinois à l'étranger, en particulier dans le domaine des industries extractives, mérite d'être signalée. Les sociétés transnationales chinoises investissent non seulement dans les pays voisins, mais aussi en Afrique (Zambie, Afrique du Sud) et en Amérique latine (Pérou, Mexique, Brésil et, plus récemment, Chili); certaines ont en outre entrepris d'étendre leurs activités dans des pays développés – par exemple, rachat de la division des ordinateurs personnels d'IBM pour 1,75 milliard de dollars par Lenovo, premier fabricant chinois d'ordinateurs personnels, annoncé en décembre 2004.

<sup>9</sup> D'importants investissements en provenance de Hong Kong (Chine) et de Singapour sont le fait de filiales étrangères opérant dans ces pays. Il s'agit en partie d'investissements «aller-retour» qui sont réalisés à l'étranger pour des raisons fiscales et reviennent finalement dans le pays d'origine (par exemple un investissement réalisé par la Chine à Hong Kong (Chine), puis renvoyé vers la Chine).

18. *L'Amérique latine et les Caraïbes* sont la deuxième plus grande région de provenance des investissements réalisés par des pays en développement, avec un stock extérieur d'IED de 184 milliards de dollars en 2003. Le gros de ces investissements (56 % des flux régionaux extérieurs en 2003) émane de centres financiers extraterritoriaux comme les îles Vierges britanniques et les îles Caïmanes. Les principaux autres pays d'origine sont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Venezuela. Par rapport au poids économique de ces pays, le niveau des investissements à l'étranger est faible, mais des efforts ont été faits pour favoriser un plus grand développement extérieur, avec notamment la conclusion d'un certain nombre d'accords internationaux avec d'autres pays en développement.

19. *L'Afrique* a le stock extérieur d'IED le plus modeste, et cinq pays seulement – Afrique du Sud, Nigéria, Jamahiriya arabe libyenne, Libéria et Botswana (dans cet ordre) – représentaient en 2003 85 % environ des 39 milliards de dollars investis par l'Afrique à l'étranger. L'Afrique du Sud est de loin la plus importante source africaine d'IED. Bien que la quasi-totalité (90 %) de son stock d'IED soit situé dans des pays développés, les investissements dans des pays africains voisins ont récemment augmenté, principalement dans les secteurs des ressources naturelles et des industries de base. En octobre 2004, le Gouvernement sud-africain a pris de nouvelles mesures pour faciliter les investissements à l'étranger en abolissant les limitations que le contrôle des changes imposait à ces flux. Sept des 50 premières sociétés transnationales du Sud sont sud-africaines (*WIR04*).

20. La composition sectorielle des investissements directs à l'étranger des pays en développement est mal connue. Cependant, les données disponibles laissent à penser que, comme dans les pays développés, cette composition sectorielle privilégie les services. Les quatre cinquièmes des stocks d'IED en provenance des pays en développement concernaient les services en 2002<sup>10</sup>. Le stock global des investissements réalisés par les pays en développement dans le secteur des services a été multiplié par 43 entre 1990 et 2002, alors que le stock correspondant pour les pays développés était multiplié par 5 pendant la même période. Dans le secteur manufacturier, les chiffres sont, respectivement, de 14 pour l'IED en provenance des pays en développement et de 2,5 pour l'IED en provenance des pays développés (*WIR04*). En 2002, les pays en développement représentaient au moins 4 % du stock extérieur d'IED dans le secteur manufacturier et 10 % dans le secteur des services<sup>11</sup>. Dans certaines branches de production, comme la construction et les services aux entreprises, leur part a dépassé 15 % du stock mondial d'IED (tableau de l'annexe). Il faut toutefois disposer de données plus détaillées pour procéder à une analyse sectorielle plus approfondie de l'IED en provenance des pays en développement.

## 2. Facteurs et déterminants

21. Les principaux facteurs qui conduisent des entreprises du Sud à investir à l'étranger sont les mêmes que ceux qui motivent les investisseurs des pays développés: le choix des destinations

---

<sup>10</sup> Les centres financiers extraterritoriaux ont accueilli une part importante de ces investissements.

<sup>11</sup> Sur la base des données communiquées par 10 pays en développement. Les pourcentages réels sont donc plus importants.

d'investissement est fondé sur des considérations telles que la taille du marché du pays d'accueil, les coûts de production ou de transport, les compétences, les chaînes d'approvisionnement, les infrastructures et l'appui technologique, ainsi que, dans certains cas, des considérations fiscales.

22. Pour réussir leur développement à l'étranger, les sociétés transnationales doivent posséder des avantages et des atouts tels que capacité d'innovation, noms de marque, compétences de gestion et d'organisation, accès à l'information, ressources financières ou naturelles et avantages liés à la taille ou à une activité en réseau. Les entreprises de pays en développement sont de plus en plus nombreuses à acquérir de tels avantages. Par ailleurs, le développement à l'étranger est aussi stimulé par la nécessité d'améliorer la compétitivité à l'exportation et l'accès à la technologie (en particulier dans les pays développés) et de soutenir une concurrence accrue sur le marché intérieur. Certaines sociétés transnationales de pays en développement investissent dans des activités de recherche d'efficience à la suite d'une baisse de leur compétitivité à l'exportation. Les obstacles tarifaires et non tarifaires aux importations et aux exportations imposés à un pays (en développement) peuvent aussi encourager les sociétés transnationales de ce pays à investir à l'étranger pour obtenir ou livrer des marchandises. Les investissements étrangers directs des pays d'Asie dans d'autres pays en développement en réponse à des mesures de contingentement et à divers arrangements commerciaux préférentiels en sont un bon exemple.

23. Les facteurs qui déterminent les sorties d'IED existent sous forme embryonnaire depuis des décennies dans certains pays en développement. Mais ce qui a déclenché la récente hausse des IED en provenance du Sud, c'est la prospérité croissante de certains pays émergents, qui a accru l'offre de capitaux (Aykut et Ratha, 2004). En outre, dans certains pays en développement, la libéralisation du compte de capital a permis aux entreprises d'investir à l'étranger, et les gouvernements ont stimulé les sorties d'IED par des incitations fiscales et autres. Par exemple, le Gouvernement chinois encourage les investissements directs à l'étranger par des prêts à des conditions préférentielles, des dégrèvements fiscaux et une assurance-investissements.

24. Mis à part les déterminants immédiats, les combinaisons de facteurs et de déterminants de l'investissement à l'étranger diffèrent selon les régions et les pays. Par exemple, les déterminants essentiels de l'IED asiatique sont les capacités croissantes des entreprises de cette région, une forte vocation exportatrice et l'accès nécessaire à la technologie, aux noms de marque et à des actifs stratégiques à l'étranger. Certains gouvernements asiatiques ont en outre vivement encouragé les entreprises de leur pays à devenir transnationales. La multiplication des accords régionaux de libre-échange, en particulier entre pays d'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, renforce l'intérêt des investisseurs pour la région. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la plupart des investissements à l'étranger sont intrarégionaux. À l'instar du Brésil, premier investisseur de la région, une grande partie des flux d'IED ont été motivés par des considérations financières (échapper à l'impôt, effectuer des opérations sur devises plutôt que par des considérations de production)<sup>12</sup>. L'IED est négligeable dans le secteur primaire et faible dans le secteur manufacturier; le Mexique, dont les investissements extérieurs ont été plus particulièrement axés sur ce dernier secteur, constitue une exception<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> Voir la note 6.

<sup>13</sup> L'acquisition de RMC (Royaume-Uni) par Cemex (Mexique) début 2004 en est un exemple typique.

### 3. Effets sur les pays d'accueil et les pays d'origine

25. L'expansion des IED en provenance des pays en développement soulève des questions quant aux effets potentiels sur les pays d'accueil et les pays d'origine. En général, l'effet potentiel sur le développement dépend fondamentalement de l'objectif et du mode d'investissement. En outre, les caractéristiques du pays d'accueil (niveau de développement, capacité d'absorption et structure du marché dans les différentes branches de production) jouent un rôle essentiel dans l'évaluation de l'effet d'éventuels investissements. Si une évaluation exhaustive déborde le cadre de la présente note, certains aspects pertinents méritent néanmoins d'être soulignés.

26. Du point de vue du pays d'origine, la question se pose souvent de savoir si les investissements à l'étranger complètent ou remplacent les exportations et l'emploi<sup>14</sup>. Dans de nombreux cas, pour commercialiser un produit sur un marché étranger et en assurer la vente, il est nécessaire d'établir une présence dans le pays en question. Cela s'applique à de nombreux services «non échangeables», mais peut aussi concerner des biens manufacturés qui doivent être adaptés aux conditions locales. On peut alors considérer que les investissements directs à l'étranger complètent la production du pays d'origine. Les IED consacrés à l'exploitation de ressources naturelles auront également des effets complémentaires sur les activités du pays d'origine, en ceci qu'ils peuvent aider à garantir un accès à d'importants facteurs de production.

27. Dans d'autres cas, les entreprises se développeront à l'étranger afin de mettre en place une structure de production plus efficace et plus compétitive, en exploitant les différences entre les pays sur le plan, par exemple, des compétences disponibles, des coûts et des infrastructures. Cela se traduit généralement par une fragmentation de la chaîne de valeur, différentes activités étant implantées dans différents sites. Dans un tel cas de figure, si la compétitivité même de l'entreprise peut s'en trouver renforcée, il est difficile a priori de déterminer les effets sur le pays d'origine. Le résultat net dépendra de la structure internationale de production ainsi mise en place et des rôles respectifs attribués au pays d'origine et au pays d'accueil. Dans la mesure où l'entreprise devient plus compétitive et où elle conserve d'importants secteurs de son activité dans le pays d'origine, il est probable que celui-ci profitera aussi d'un meilleur accès aux marchés internationaux. En revanche, il peut y avoir des coûts d'ajustement, en particulier des coûts sociaux en cas de délocalisation d'activités à fort coefficient de main-d'œuvre. Il peut s'avérer difficile de faire face à ces coûts dans des pays qui ne disposent pas d'un appareil de production diversifié ou bien établi ou qui ne peuvent offrir de régime de protection sociale à leur population, comme c'est le cas dans de nombreux pays en développement.

28. Les incidences des investissements réalisés par des pays en développement dans des centres financiers offshore sont mal connues. Ces investissements ont souvent pour but de réduire la charge fiscale globale d'une entreprise, parfois aussi de se prémunir contre des fluctuations monétaires. Si cela peut accroître la rentabilité globale d'une entreprise, il peut aussi en résulter une diminution des recettes fiscales du pays d'origine. En outre, il est peu probable que de tels investissements aident une société mère à prendre pied sur des marchés étrangers ou à

---

<sup>14</sup> Pour une analyse des diverses incidences sur les pays d'origine, voir par exemple Lipsey (2002) et *WIR95*. Toutefois, la plupart des informations sont fondées sur des données obtenues auprès d'un échantillon restreint de pays développés.

accéder à de nouvelles technologies. Les effets potentiels sur l'économie du pays d'origine seront donc plus limités. Ces effets peuvent même être négatifs.

29. Pour déterminer les incidences nettes sur les pays d'accueil, il est nécessaire de procéder à une analyse approfondie en tenant compte de la situation de chaque pays. En principe, il n'y a pas de raison de penser que l'IED en provenance des pays en développement ait un effet très différent de celui des investissements réalisés par les entreprises des pays développés; il procurera le même ensemble de ressources – capitaux, connaissances et technologie, emplois et accès aux marchés. Du point de vue d'un pays d'accueil en développement, il est possible que des entreprises basées dans d'autres pays en développement soient plus désireuses de se développer, dans la mesure où les activités menées dans le contexte d'une économie émergente leur sont plus familières. Cela peut se vérifier en particulier pour les IED en provenance de pays voisins, auxquels une telle internationalisation peut demander relativement peu d'efforts. D'aucuns ont fait valoir que dans des pays d'accueil en développement l'influence des sociétés transnationales de pays en développement, que ce soit sur le plan des relations avec les entreprises locales, de l'utilisation des facteurs de production locaux ou du transfert et de l'amélioration de la technologie, pouvait être plus favorable que celle de sociétés équivalentes de pays développés (Kumar, 1982; Wells, 1983). En revanche, il peut aussi y avoir des inconvénients. Par exemple, les sociétés transnationales des pays en développement peuvent être moins dynamiques dans la mise en œuvre de technologies avancées. Peu d'études récentes ont été consacrées aux incidences de l'IED Sud-Sud sur les pays d'accueil en développement. Une analyse plus approfondie s'impose pour mieux comprendre ce phénomène, en évaluer correctement les aspects positifs et négatifs et aborder les questions d'orientation qui en découlent.

### III. Le cas des IED Sud-Sud

30. Dans quelle mesure les pays en développement investissent-ils davantage dans d'autres pays en développement? La précision des données est loin d'être parfaite. En fait, peu de pays en développement publient des informations sur la répartition géographique de leurs investissements à l'étranger. Des estimations brutes indiquent toutefois une augmentation des flux d'IED entre pays en développement. Le stock extérieur d'IED Sud-Sud, pratiquement nul à la fin des années 70, était estimé à environ 400 milliards de dollars en 2002<sup>15</sup>. Cela ne représente que 5 % du stock extérieur mondial d'IED mais environ 50 % du stock d'IED en provenance des pays en développement. D'après certaines estimations, les flux d'IED Sud-Sud sont passés de moins de 5 milliards de dollars en 1994 à plus de 50 milliards en 2000 (Aykut et Ratha, 2004). Les plus importantes sources d'IED Sud-Sud (sur la base du stock extérieur d'IED) étaient

---

<sup>15</sup> Comme on l'a indiqué, il existe peu de données détaillées sur les sorties d'IED, émanant des pays en développement d'origine. Des estimations de l'IED Sud-Sud peuvent être obtenues en utilisant les informations fournies soit par les pays en développement d'origine (sur la destination de leurs IED), soit par les pays en développement d'accueil (sur la source de leurs IED). L'estimation du stock extérieur d'IED Sud-Sud à 400 milliards de dollars est fondée sur des données émanant des pays d'origine. Les données émanant des pays bénéficiaires sur le stock intérieur d'IED aboutissent à une valeur de l'IED Sud-Sud approchant ou dépassant 700 milliards de dollars. Cela correspond à environ un tiers du stock intérieur d'IED des pays en développement.

Hong Kong (Chine) – de loin la première source, avec 283 milliards de dollars en stock – le Brésil (45 milliards de dollars), Singapour (40 milliards de dollars), la République de Corée (17 milliards de dollars) et la Malaisie (15 milliards de dollars)<sup>16</sup>.

31. Certains pays sont devenus d'importantes sources d'investissements étrangers directs non seulement dans leur propre région, mais aussi dans d'autres régions en développement (tableau 3): la Chine et la Malaisie comptent par exemple parmi les 10 premières sources d'IED en Afrique. En général cependant, les pays en développement ont tendance à investir surtout dans leur propre région. Par exemple, le Brésil, le Chili et la Colombie réalisent la plupart de leurs investissements étrangers dans d'autres pays d'Amérique latine. Presque tous les investissements sud-africains dans des régions en développement se font dans le reste de l'Afrique. Et près de la moitié des flux d'investissement en provenance de pays asiatiques en développement vont vers d'autres pays en développement de la région. Hong Kong (Chine), la Chine, Singapour et la province chinoise de Taiwan figurent parmi les 10 premiers investisseurs recensés en Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est (tableau 3).

32. Les flux d'IED Sud-Sud sont influencés par des facteurs d'attraction et de répulsion et par des facteurs structurels, cycliques et politiques similaires à ceux qui existent entre pays développés et pays en développement. La libéralisation et la déréglementation dans un nombre croissant de pays en développement, combinées parfois à des incitations à l'investissement, ont encouragé des sociétés transnationales du Nord comme du Sud à investir dans les pays en développement (Aykut et Ratha, 2004). Cependant, malgré la tendance à la libéralisation, la volonté de contourner les obstacles tarifaires et autres aux importations et aux exportations reste présente, en particulier dans les pays d'accueil relativement fermés et réglementés.

---

<sup>16</sup> À en juger par les autorisations, 43 milliards de dollars ont été enregistrés par la Province chinoise de Taiwan. Si on utilise les données communiquées par les pays bénéficiaires sur leur stock intérieur d'IED, les principales sources d'IED Sud-Sud ont été Hong Kong (Chine) (223 milliards de dollars), les îles Vierges britanniques (111 milliards de dollars), la Chine (81 milliards de dollars), Singapour (54 milliards de dollars) et la Province chinoise de Taiwan (49 milliards de dollars).

**Tableau 3. Principales sources du stock d'IED de certaines régions, 2002**  
(en pourcentage)

a) Afrique: Principales sources du stock intérieur d'IED  
selon les indications des pays investisseurs

Stock d'IED en Afrique		
Rang	Provenance <sup>a</sup>	Pourcentage du total
	Pays développés	87,7
	Pays en développement	12,0
	<b>Afrique (Afrique du Sud)</b>	<b>2,9</b>
	Europe centrale et orientale	0,3
1	Royaume-Uni	31,3
2	États-Unis	26,5
3	Allemagne	7,7
4	Pays-Bas	6,9
5	Suisse	4,4
6	Canada	3,9
7	Chine	3,0
8	Afrique du Sud	2,9
9	Malaisie	2,8
10	Portugal	2,2
11	Japon	2,2
12	Inde	1,3
13	Norvège	1,3
14	Danemark	0,9
15	République de Corée	0,8
16	Province chinoise de Taiwan	0,7
17	Brésil	0,3
18	Lettonie	0,2
19	Pakistan	0,2
20	Finlande	0,1

<sup>a</sup> Une répartition géographique du stock intérieur d'IED en Afrique n'est pas disponible pour la plupart des pays africains. Le présent tableau est fondé sur des données concernant le stock extérieur d'IED communiquées par l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie (2001), l'Autriche, le Brésil et la Bulgarie (2000), le Danemark (2001), les États-Unis, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, le Japon et la Lettonie (1999), la Malaisie, la Norvège (2001), le Pakistan (2001), les Pays-Bas (2001), la Pologne (2000), le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie et la Suisse, ainsi que sur des données estimatives pour la Chine et la province chinoise de Taiwan. Tous ces pays représentaient 38 % environ du stock intérieur total d'IED en Afrique en 2002.

b) Amérique latine et Caraïbes, Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est et Europe centrale et orientale: Principales sources du stock intérieur d'IED selon les indications des pays d'accueil

Pays d'Amérique latine et des Caraïbes <sup>a</sup>			Pays d'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est <sup>b</sup>		Pays d'Europe centrale et orientale <sup>c</sup>	
Rang	Stock intérieur en provenance de:	Pourcentage du total	Stock intérieur en provenance de:	Pourcentage du total	Stock intérieur en provenance de:	Pourcentage du total
	Pays développés	7,4	Pays développés	38,2	Pays développés	87,9
	Pays en développement	16,3	Pays en développement	53,4	Pays en développement	5,4
	<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>14,9</b>	<b>Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est</b>	<b>37,7</b>	<b>Europe centrale et orientale</b>	<b>2,9</b>
	Europe centrale et orientale	0,0	Europe centrale et orientale	0,1	Non spécifié	3,8
	Non spécifié	7,3	Non spécifié	8,3	Allemagne	20,5
1	États-Unis	26,5	Hong Kong, Chine	18,5	Pays-Bas	20,4
2	Espagne	15,1	Îles Vierges britanniques	10,9	États-Unis	9,7
3	Pays-Bas	7,0	États-Unis	10,7	Autriche	8,2
4	France	5,6	Japon	10,7	France	6,2
5	Îles Caïmanes	3,8	Chine	6,5	Royaume-Uni	3,8
6	Royaume-Uni	3,7	Pays-Bas	5,2	Suède	3,5
7	Canada	3,6	Singapour	4,5	Chypre	3,3
8	Allemagne	3,2	Royaume-Uni	4,3	Suisse	2,5
9	Italie	2,2	Province chinoise de Taiwan	4,1	Italie	2,1
10	Japon	2,0	Bermudes	2,9	Finlande	1,7
11	Panama	1,9	Allemagne	1,9	Danemark	1,5
12	Portugal	1,8	République de Corée	1,9	Fédération de Russie	1,2
13	Îles Vierges britanniques	1,7	Suisse	1,1	Japon	0,8
14	Suisse	1,5	Australie	1,0	Irlande	0,7
15	Bermudes	1,3	France	1,0	Norvège	0,6
16	Chili	1,2	Îles Caïmanes	0,9	Espagne	0,6
17	Argentine	1,0	Malaisie	0,7	République de Corée	1,5
18	Uruguay	1,0	Canada	0,5	Bahamas	0,4
19	Suède	0,7	Macao (Chine)	0,4	Îles Vierges britanniques	0,4
20	Bahamas	0,6	Thaïlande	0,4		

<sup>a</sup> Sur la base de données concernant le stock intérieur d'IED communiquées par l'Argentine, le Brésil (2000), le Chili (2001), la Colombie (2000), El Salvador et le Paraguay (2001), le Pérou et le Venezuela. Ces pays représentaient 42 % du stock intérieur total d'IED de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2002. Les centres

financiers extraterritoriaux de la région ne sont pas pris en compte parce qu'ils n'indiquent pas l'origine géographique des sources du stock intérieur d'IED.

<sup>b</sup> Sur la base de données concernant le stock intérieur d'IED communiquées par le Bangladesh (2001), le Cambodge, la Chine, Hong Kong (Chine), l'Inde (1997), l'Indonésie (1996), le Pakistan (1997), les Philippines, la République de Corée, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam, ainsi que de données estimatives concernant la Malaisie, la Mongolie, le Myanmar et le Népal (1997), la République démocratique populaire lao (1997), Sri Lanka et la province chinoise de Taiwan. Ces pays représentaient 99 % du stock intérieur total d'IED de l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est en 2002.

<sup>c</sup> Sur la base de données concernant le stock intérieur d'IED communiquées par la Bulgarie (1999), la Croatie (2000), l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie et la Lettonie (2001), la Lituanie (2001), la Pologne (2000), la République tchèque, la Slovaquie (2000) et la Slovénie. Ces pays représentaient 91 % du stock intérieur total d'IED de l'Europe centrale et orientale en 2002.

33. Les facteurs incitatifs sont notamment une concurrence accrue ou des possibilités de croissance limitées sur le marché intérieur (entreprises sud-africaines de distribution investissant dans d'autres pays africains, par exemple) et la recherche de gains d'efficacité (entreprises manufacturières malaisiennes investissant en Indonésie et au Viet Nam, investissements asiatiques dans les textiles et les vêtements en Afrique afin d'exploiter les possibilités créées par la loi des États-Unis sur la croissance et les potentialités de l'Afrique). Parmi les facteurs économiques, la productivité du travail fondée sur de faibles coûts de main-d'œuvre (pour les investisseurs à la recherche de gains d'efficacité) et des taux élevés de croissance du PIB (pour les investisseurs à la recherche de marchés) sont les déterminants les plus importants (Dasgupta et Ratha, 2000). L'acquisition de matières premières (pétrole et gaz, notamment) est un autre moteur des IED Sud-Sud. La hausse de la demande de matières premières est allée de pair avec le développement économique et l'accroissement démographique dans les pays en développement qui sont récemment devenus de gros exportateurs de capitaux (Chine et Inde, par exemple). Pour garantir leur approvisionnement en matières premières, certaines sociétés transnationales de pays en développement investissent dans des secteurs cruciaux, comme celui du pétrole, dans d'autres pays en développement<sup>17</sup>. Un autre facteur économique essentiel qui stimule les IED Sud-Sud est la relative facilité avec laquelle les sociétés transnationales des pays en développement, notamment les petites et moyennes entreprises, peuvent opérer dans des environnements économiques similaires, en particulier dans les pays voisins (Wells, 1983). À cet égard, ces sociétés peuvent, en s'appuyant sur leur bonne connaissance de l'environnement économique local, sur la proximité géographique et sur les liens ethniques et culturels, bénéficier d'un surcroît d'avantage concurrentiel dans d'autres pays en développement (Aykut et Ratha, 2004).

34. Certaines tendances de l'IED au sein des pays en développement méritent d'être signalées:

*En Afrique:* Environ 3 % seulement du stock d'IED en Afrique provient d'Afrique (tableau 3), principalement sous la forme d'investissements sud-africains dans des pays voisins

---

<sup>17</sup> On peut notamment citer, comme exemples récents, les projets chinois d'IED pour la prospection de pétrole et de gaz en Argentine, de pétrole en Angola et au Soudan, d'étain en Bolivie et de minerai de fer et d'autres minerais au Brésil, ainsi que les investissements de la société malaisienne d'État Pétronas en Afrique du Sud, au Viet Nam, au Cambodge et en République démocratique populaire lao.

(Botswana, Mozambique, Maurice). Une grande partie des investissements intra-africains en provenance d'Afrique du Sud concerne des industries extractives et diverses autres ressources naturelles.

*En Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est:* Près des deux cinquièmes du stock d'IED d'Asie sont de nature intrarégionale, Hong Kong (Chine), la Chine et Singapour étant les premiers investisseurs dans leur propre région (tableau 3). Hong Kong (Chine) investit surtout en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande. Dans le cas de l'ANASE, les IED intrarégionaux représentent près d'un cinquième du total des IED.

*En Amérique latine et dans les Caraïbes:* 15 % du stock d'IED en Amérique latine et dans les Caraïbes sont issus de la région (tableau 3); les principales économies d'accueil sont, de loin, les centres financiers offshore des Caraïbes – y compris les Bahamas, les Bermudes et les îles Vierges britanniques – qui représentaient, par exemple, 70 % environ du stock extérieur total d'IED du Brésil en 2003.

*Entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est:* Les centres financiers extraterritoriaux des Caraïbes représentent 15 % environ du stock d'IED en Asie (tableau 3). Ils drainent en retour une grande partie des investissements réalisés à l'étranger par Hong Kong (Chine), la Malaisie et la République de Corée. Les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui bénéficient d'IED en provenance de ces pays sont le Brésil, le Pérou et l'Argentine. Divers projets d'investissement récents de la Chine méritent d'être signalés, dont des projets en Argentine à hauteur de 20 milliards de dollars dans divers domaines – voies ferrées, prospection de pétrole et de gaz, construction, satellites de communication<sup>18</sup>; des projets d'investissement au Brésil, d'un montant de 5 milliards de dollars, allant de la construction d'une nouvelle voie ferrée aux infrastructures de deux ports, et la construction d'une usine de nickel de 600 millions de dollars à Cuba<sup>19</sup>.

*Entre l'Afrique et l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est:* L'Afrique du Sud investit à Hong Kong (Chine) et à Singapour. Parallèlement, des pays d'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est (principalement la Chine, la Malaisie et la République de Corée) possèdent près de 8 % de leur stock total d'IED en Afrique (tableau 3). Les principales destinations sont l'Afrique du Nord et Maurice. L'Inde compte aussi parmi les principaux investisseurs en Afrique, mais dans une mesure moindre (1,3 %) que d'autres pays en développement d'Asie. Maurice est le premier pays d'accueil des IED en provenance d'Inde et de Malaisie.

*Entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Afrique:* Mis à part un faible pourcentage d'investissements en provenance du Brésil (0,3 %), la région de l'Amérique latine et des Caraïbes n'investit que très peu en Afrique. En sens inverse, il n'y a quasiment pas d'investissements africains en Amérique latine et aux Caraïbes, à l'exception de quelques IED sud-africains dans des centres financiers offshore.

---

<sup>18</sup> *International Herald Tribune*, «China, facing shortages in Asia, aims at South American suppliers», 20 et 21 novembre 2004.

<sup>19</sup> «Latin America quick to dance to China's tune», *Financial Times*, 11 novembre 2004; «Hu lends friendship to Cuban comrades», *Financial Times*, 24 novembre 2004.

#### IV. Tendances générales concernant l'IED en provenance des pays en développement

35. Comme indiqué plus haut, l'augmentation des IED en provenance des pays en développement a été facilitée par la libéralisation du compte de capital, qui permet aux entreprises des pays en développement d'investir à l'étranger, et par un certain nombre d'autres mesures de politique générale adoptées dans ces pays pour encourager globalement l'investissement à l'étranger.

36. S'agissant des *politiques relatives aux sorties d'IED*, plusieurs pays en développement ont mis en place des agences pour les investissements extérieurs, dont la fonction première est de promouvoir et de faciliter les investissements à l'étranger en aidant les entreprises nationales à nouer des liens commerciaux internationaux et à rechercher des débouchés à l'étranger. Il est particulièrement important, surtout pendant les premières étapes du processus d'investissement, de fournir une assistance aux petites entreprises dont l'expérience en la matière est limitée et qui disposent de moyens financiers restreints. Certaines de ces agences, y compris des institutions de financement du développement, fournissent une assistance technique et un financement pour la réalisation d'études de faisabilité et l'élaboration et le lancement de projets. Les systèmes de garantie des investissements jouent aussi un rôle important, en particulier dans le cas des pays où la situation politique et juridique n'est pas jugée stable. L'action des institutions qui facilitent les investissements extérieurs est particulièrement bénéfique pour les IED Sud-Sud, car la plupart des programmes de ces institutions sont bien adaptés à des entreprises qui ont peu d'expérience internationale et visent à faciliter les investissements dans des régions où les risques politiques et commerciaux sont importants (CNUCED, 1999).

37. En *Malaisie*, par exemple, différents instruments servent à promouvoir les investissements directs à l'étranger, souvent dans le cadre d'opérations plus vastes de promotion des exportations. Ils consistent notamment en exonérations d'impôt sur le revenu rapatrié par les entreprises malaisiennes qui investissent à l'étranger, garanties des investissements et missions à l'étranger pour la promotion des investissements. L'EXIM Bank accorde des crédits pour les investissements extérieurs par l'intermédiaire d'un fonds d'investissement à l'étranger; par ailleurs, un système d'assurance des investissements à l'étranger, géré par la Société malaisienne d'assurance-crédit à l'exportation, permet de couvrir les risques politiques. Pour qu'un investissement puisse bénéficier de cette couverture, il faut que les problèmes d'accès aux marchés soient surmontés, qu'il soit prévu d'utiliser des matières premières et des composants malaisiens ou que le projet contribue à la coopération Sud-Sud. Les mesures prises par la Malaisie sont ainsi étroitement liées aux entreprises malaisiennes et aux investissements réalisés dans des pays d'Asie du Sud-Est.

38. En *Afrique du Sud*, la Société de développement industriel et la Banque de développement de l'Afrique australe participent, par exemple, au financement (par souscription d'actions) de projets mis en œuvre par le secteur privé en Afrique australe et dans d'autres parties d'Afrique. Outre participer directement au financement des investissements, la Société de développement industriel aide les entreprises à identifier des possibilités d'investissement à l'étranger. Par ailleurs, le Ministère du commerce et de l'industrie a mis en place des mécanismes de soutien de l'internationalisation des entreprises, notamment dans le secteur de l'automobile.

39. S'agissant des *stratégies de promotion de l'investissement*, les organismes de promotion de l'investissement s'intéressent avant tout aux investisseurs établis dans les pays développés. L'accroissement des IED en provenance de certains pays en développement pourrait les conduire à accorder plus d'attention au Sud en tant que source d'investissements. Ils pourraient tirer parti de ce potentiel en adaptant en conséquence leurs stratégies de promotion et de ciblage des IED. Dans ce contexte, des mesures de réduction des coûts d'accès permettraient aux pays en développement d'investir plus facilement dans d'autres pays en développement. Les pays développés ont aussi pris conscience du potentiel d'investissement du Sud. Par exemple, des organismes danois, britanniques et suédois de promotion de l'investissement ont déjà établi une présence en Chine.

40. Les travaux des agences pour les investissements extérieurs et des organismes de promotion de l'investissement reposent sur la coopération internationale Sud-Sud. Au cours des 10 dernières années, le nombre et la couverture géographique des accords internationaux d'investissement conclus entre des pays en développement ont augmenté considérablement, ce qui est révélateur d'une intensification de la coopération Sud-Sud en matière d'investissement. La récente prolifération d'accords bilatéraux d'investissement, d'accords de double imposition et de divers types d'accords commerciaux préférentiels comportant des éléments relatifs à l'investissement confirme cette tendance. Les accords bilatéraux d'investissement et les accords de double imposition se sont multipliés à un rythme rapide entre 1995 et 2001 (ce rythme s'est toutefois ralenti depuis). Le nombre d'accords bilatéraux d'investissement entre pays en développement a très fortement augmenté, passant de 36 en 1990 à 653 en novembre 2004. Bien que beaucoup ne soient pas encore entrés en vigueur, ils concernent 114 pays en développement. Les accords entre pays en développement concernant la double imposition, qui concernent 94 pays, ont également augmenté, passant de 96 en 1990 à 312 en 2004. Les pays en développement ont conclu de nombreux accords préférentiels de commerce et d'investissement dans les années 90; on en dénombrait 49 en 2004. Les pays d'Asie et d'Amérique latine qui investissent le plus à l'étranger ont été les plus enclins à conclure des accords internationaux d'investissement.

41. Nombreux sont les pays en développement qui se lient entre eux par des accords internationaux d'investissement. En dépit de la diversité des dispositions qu'ils contiennent pour mieux influencer sur le développement, ces accords ne représentent qu'un aspect de la coopération Sud-Sud. Une analyse plus poussée est nécessaire pour déterminer comment cette coopération permettrait d'améliorer l'environnement international de l'investissement, afin d'en maximiser l'impact sur le développement des pays en développement, que ceux-ci soient bénéficiaires ou sources d'IED. On pourrait étudier les caractéristiques des accords internationaux d'investissement Sud-Sud, en particulier leurs objectifs, l'étendue et l'importance des questions qui y sont traitées, y compris la portée des engagements et des réserves qu'ils comportent, ainsi que leurs incidences spécifiques sur le développement, pour établir des recommandations de politique générale. En outre, cette analyse permettrait d'évaluer le rôle de la coopération Sud-Sud dans l'élaboration des politiques d'investissement, replacé dans le contexte global de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud. Elle pourrait avoir pour objet de déterminer là où il est nécessaire et possible de compléter la coopération en matière d'investissement par des initiatives Sud-Sud dans des domaines voisins, en particulier le commerce. Enfin, il serait plus facile de déterminer les meilleures pratiques à mettre en œuvre si les négociateurs et les responsables politiques des pays en développement avaient la possibilité de confronter leurs expériences en matière de formulation et d'application d'accords internationaux d'investissement Sud-Sud.

### Conclusion

42. La présente note a montré que les pays en développement jouaient un rôle croissant non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi, de plus en plus, en tant que sources d'IED. Il est important d'examiner plus à fond cette tendance, en particulier dans le contexte d'une coopération Sud-Sud croissante. En général, les éléments moteurs de l'IED des pays du Sud sont similaires à ceux qui conduisent les entreprises des pays développés à investir à l'étranger. Bien sûr, la nature et les motivations de l'IED varient beaucoup selon les régions en développement, comme en témoignent de nombreux exemples d'investissements pour l'exploitation de ressources naturelles, la pénétration de nouveaux marchés ou la recherche de gains d'efficacité. Par ailleurs, une part non négligeable de l'IED global en provenance du Sud est liée à des centres financiers offshore. Dans le cas particulier des IED Sud-Sud, l'accès aux marchés et aux ressources et les différences de niveau et de nature des compétences et du savoir-faire technique dans le monde en développement créent des conditions propices aux échanges de biens et de services, ouvrant ainsi la voie à une augmentation des IED entre pays en développement.

43. Compte tenu de ce qui précède, la Commission voudra peut-être examiner les incidences des IED en provenance des pays en développement sur les pays d'origine et les pays d'accueil, en particulier dans un contexte Sud-Sud. Elle souhaitera peut-être aussi discuter de la nécessité de mesures spécifiques pour faciliter les IED Sud-Sud dans le secteur productif et examiner comment les politiques nationales et internationales pourraient aider à en renforcer les effets positifs sur le développement.

Tableau de l'annexe. Stock extérieur estimatif d'IED des pays en développement,  
par secteur/branche de production, 1990 et 2002

(En millions de dollars et en pourcentage)

Secteur/branche de production	1990			2002		
	Valeur	Pourcentage de l'IED total en provenance de pays en développement	Part des pays en développement dans l'IED mondial	Valeur	Pourcentage de l'IED total en provenance de pays en développement	Part des pays en développement dans l'IED mondial
<b>Secteur primaire</b>	<b>862</b>	<b>4,7</b>	<b>0,5</b>	<b>3 450</b>	<b>0,5</b>	<b>1,3</b>
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	283	1,5	5,3	627	0,1	11,4
Industries extractives, exploitation de carrières et pétrole	579	3,1	0,4	2 823	0,4	1,1
<b>Secteur manufacturier</b>	<b>6 075</b>	<b>32,9</b>	<b>0,8</b>	<b>83 311</b>	<b>13,2</b>	<b>4,2</b>
Denrées alimentaires, boissons et tabacs	418	2,3	0,6	1 467	0,2	0,7
Textiles, vêtements et cuirs	186	1,0	1,0	1 541	0,2	1,6
Bois et produits dérivés du bois	80	0,4	0,4	915	0,1	1,3
Publication, impression et reproduction de supports enregistrés	–	–	–	–	–	–
Coke, produits pétroliers et combustibles nucléaires	–	–	–	302	–	1,2
Produits chimiques	758	4,1	0,5	2 563	0,4	0,6
Articles en caoutchouc et en matières plastiques	100	0,5	0,7	1 139	0,2	5,0
Produits minéraux non métalliques	182	1,0	1,4	712	0,1	4,2
Métaux et produits métalliques	84	0,5	0,1	1 606	0,3	0,8
Machines et outillage	22	0,1	0,1	324	0,1	0,4
Matériel électrique et électronique	1 012	5,5	1,1	8 735	1,4	4,4
Instruments de précision	–	–	–	218	–	1,0

Secteur/branche de production	1990			2002		
	Valeur	Pourcentage de l'IED total en provenance de pays en développement	Part des pays en développement dans l'IED mondial	Valeur	Pourcentage de l'IED total en provenance de pays en développement	Part des pays en développement dans l'IED mondial
Véhicules à moteur et autre matériel de transport	10	0,1	–	909	0,1	0,3
Autres produits manufacturés	10	0,1	–	261	–	1,0
Secteur secondaire non spécifié	3 213	17,4	2,3	62 619	10,0	23,6
<b>Services</b>	<b>11 286</b>	<b>61,1</b>	<b>1,4</b>	<b>491 076</b>	<b>78,1</b>	<b>10,3</b>
Électricité, gaz et eau	–	–	–	170	–	0,2
Construction	177	1,0	1,0	7 735	1,2	20,2
Commerce	1 826	9,9	1,3	59 370	9,4	12,3
Hôtels et restaurants	–	–	–	8 429	1,3	9,8
Transports, entreposage et communications	498	2,7	1,3	33 573	5,3	6,7
Services financiers	6 988	37,8	1,8	106 701	17,0	6,6
Activités commerciales	1 275	6,9	2,4	264 680	42,1	15,6
Administration publique et défense	–	–	–	–	–	–
Éducation	–	–	–	1	–	–
Santé et services sociaux	–	–	–	–	–	–
Services collectifs, services sociaux et services aux personnes	–	–	–	122	–	0,8
Autres services	523	2,8	0,5	10 295	1,6	10,3
Secteur tertiaire non spécifié	–	–	–	–	–	–
<b>Non spécifié</b>	<b>238</b>	<b>1,3</b>	<b>6,7</b>	<b>51 049</b>	<b>8,1</b>	<b>29,3</b>

Source: CNUCED.

Note: Il convient d'interpréter les données avec prudence. En raison d'un manque de données, ne sont pris en considération que sept pays en développement en 1990 (Swaziland, Colombie, Inde, République de Corée, Singapour, province chinoise de Taiwan et Thaïlande) et 10 en 2002 (Brésil, Colombie, Kazakhstan, Hong Kong (Chine), Inde, Macao (Chine), République de Corée, Singapour, province chinoise de Taiwan et Thaïlande). La part des pays en développement dans le stock mondial d'IED est donc sous-estimée. Les données utilisées pour la province chinoise de Taiwan sont fondées sur les autorisations d'investissement qui ont été délivrées.

### Références

Aykut, Dilek et Dilip Ratha (2004). «South-South FDI flows: How big are they?», *Transnational Corporations*, 13, 1, p. 149-177.

Dasgupta, Dipak et Dilip Ratha (2000). «What factors appear to drive capital flows to developing countries? And how does official lending respond?» *World Bank Policy Research Working Paper 2392* (Washington, DC: Banque mondiale).

Kumar, Krishna et M.G. McLeod., éd. (1981). *Multinationals from Developing Countries* (Lexington DC: Heath).

Kumar, Krishna (1982). «Third World multinationals: A growing force in international relations», *International Studies Quarterly* 26 (3).

Lipsey, Robert (2002). «Home and host country effects of FDI», NBER Working Paper n° 9293 (Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research).

(CNUCED) (1995) (*WIR95*). *World Investment Report 1995: Transnational Corporations and Competitiveness* (New York et Genève: Organisation des Nations Unies), publication des Nations Unies, numéro de vente: E.95.II.A.4.

\_\_\_\_\_ (1999). *Handbook on Outward Investment Agencies and Institutions* (New York and Geneva), publication des Nations Unies, numéro de vente: E.99.II.D.22.

\_\_\_\_\_ (2004) (*WIR04*). *World Investment Report 2004: The Shift Towards Services* (New York et Genève: Organisation des Nations Unies), publication des Nations Unies, numéro de vente: E.04.II.D.33.

Wells, Louis T. Jr. (1983). *Third World Multinationals: The Role of Foreign Direct Investment from Developing Countries* (Cambridge, MA: MIT Press).

-----